

Chapitre 6

Le Mexique en flammes. Une révolution sociale, patriotique et globale

L'historien états-unien John Womack Jr. publiait en 1970 *Zapata et la révolution mexicaine*. Dans la préface de cette biographie du leader de la Révolution mexicaine, l'auteur y expliquait son intérêt pour Zapata comme représentant de sa classe sociale, « [ces] paysans qui *ne voulaient pas changer* et qui, précisément pour cette raison, avaient fait la révolution ». Womack illustre là une vision alors répandue parmi les historiens de la Révolution mexicaine, conçue comme une déflagration, une guerre civile qui mit le pays à feu et à sang durant dix ans, sans provoquer de grands changements. Dépourvue d'idéologie et d'avant-gardes, elle ne serait, somme toute, pas une vraie révolution, mais plutôt une révolte « exotique » dont les effets n'auraient jamais transcendé les frontières mexicaines.

Les écritures plus récentes de l'histoire de la Révolution mexicaine (pour une présentation synthétique, voir Barrón) aident à dépasser cette vision réductrice et réductionniste. Il est vrai que le latifundiste libéral Francisco Madero qui, en 1910, lance l'appel à l'insurrection contre Porfirio Díaz, n'est pas Lénine. Il est vrai aussi que, dans la Révolution mexicaine, les idées et projets mobilisateurs sont aussi variés que les acteurs qui y ont pris part. Enfin, le régime issu de la Révolution n'a pas rompu avec le capitalisme. La Révolution mexicaine n'en a pas moins constitué une profonde rupture dans l'histoire nationale, continentale et mondiale. Elle est la première grande révolution paysanne. Les régions du Mexique engagées dans la révolution ont vu apparaître des « souverainetés multiples » (Knight). Celles-ci ont fait du processus

révolutionnaire un espace foisonnant d'idées et de pratiques et, surtout, ont défié le pouvoir central. Certes, il n'y eut pas une idéologie unique menant la Révolution, ce qui ne veut pas dire que ses acteurs n'aient pas eu de nombreuses idées et des projets d'avenir. Quant à la Constitution de 1917, elle marque une rupture radicale avec celles du XIX^e siècle. Elle inscrit dans le marbre des droits sociaux et – première mondiale – instaure la souveraineté nationale sur les richesses naturelles du sol et souterraines.

Enfin, dans les années 1920-1940, la Révolution mexicaine insère le pays dans des circulations révolutionnaires globales. Terre d'accueil pour les exilés, Mexico devient avec Londres ou Paris, une « capitale du tiers-monde » (Goebel). Son mouvement intellectuel et artistique indigéniste contribue aussi à forger une esthétique révolutionnaire nouvelle qui, célébrant non pas l'Europe mais le métissage, résonne amplement dans l'ensemble de l'Amérique latine.

1. Ordre, progrès et misère sociale

La Révolution mexicaine commence en 1910 par une prise d'armes contre le président Porfirio Díaz (1876-1911), au pouvoir pendant presque trente-cinq ans (chapitre 5). Díaz est à la tête d'une république oligarchique. Ce régime politique latino-américain typique des débuts du XX^e siècle se caractérise par une idéologie élitiste, un désir d'ordre et de progrès, ainsi que par l'indifférence pour les inégalités sociales. Contre Díaz se mobilisent des révolutionnaires qui, par leurs idées et actions, s'insèrent dans des réseaux transnationaux. Néanmoins, la Révolution mexicaine est aussi très locale, et son déroulement varie de région en région. Le Mexique est un pays vaste et fragmenté, des traits dont il convient de tenir compte pour écrire une histoire précise et nuancée de sa révolution.

Un pays modernisé et fragmenté

La Révolution mexicaine s'inscrit dans des spécificités régionales (Matute). Tout d'abord, celles-ci sont les conditions géographiques et économiques du pays. Le territoire mexicain est trois fois plus grand que la France métropolitaine. Au début du XX^e siècle, plus de 70 % de sa population sont des ruraux, éloignée des centres urbains et peu mobile. Malgré la construction massive d'infrastructures sous Díaz – dont 18 500 km de voie ferrée –, de vastes parties du territoire restent inaccessibles. Les infrastructures récentes

servent surtout à l'économie d'exportation : elles relient les principaux ports, dont Veracruz, aux lieux de production industrielle ou agricole modernisée – le Sonora, le Chihuahua ou le Coahuila au nord du Mexique, à la frontière avec les États-Unis –, ainsi qu'au centre du pays, à commencer par la capitale (Mexico) et des villes industrielles comme Puebla. C'est aussi un pays d'extraction de métaux précieux (argent, or) et de minéraux et hydrocarbures (cuivre, pétrole) qui sont exportés vers les États-Unis ou l'Europe occidentale.

Les trains sont remplis de marchandises, mais rarement de personnes. Métayers, journaliers, petits propriétaires terriens ne participent pas à la modernité technique. Au sud du Mexique ou dans le Yucatán, l'économie globalisée laisse à la marge une population majoritairement indigène, soumise à des formes de domination extrêmes (Joseph). La population rurale se déplace peu ou pas, sauf quand elle migre en ville ou vers les mines à la recherche d'un emploi.

La fragmentation du territoire est aussi politique. Durant la seconde moitié du XIX^e siècle, le Mexique est déchiré par des guerres civiles. La *Guerra de Reforma* fait suite à la promulgation de la Constitution fédéraliste, libérale et anticléricale de 1857. L'invasion française et l'instauration du Second Empire (1863-1867), soutenu par les conservateurs mexicains, provoque aussi une guerre civile. C'est dans ce contexte de division que Porfirio Díaz apparaît comme le sauveur du Mexique. En effet, avant d'être pour une majorité de Mexicains un dictateur honni, Díaz a été un leader très populaire. Militaire de carrière, il combat les Français dans les années 1860 et jouit du prestige de chef patriote. C'est aussi par les armes qu'il conquiert d'abord le pouvoir en 1876, lorsqu'il mène une révolte de militaires libéraux avant de se faire élire président.

Sa popularité provient surtout de son rôle de pacificateur. Comme président de la République, il réconcilie centralisme et fédéralisme, conservateurs et libéraux (pour une typologie de la conflictualité politique au XIX^e siècle, voir chapitre 5). D'une part, il instaure un régime personnaliste – le *Porfiriato** (concept que l'on doit à l'historien mexicain Daniel Cosío Villegas) – pour incarner à lui tout seul l'idéal conservateur d'un État centraliste. D'autre part, et dans le même temps, son pouvoir repose sur de solides alliances avec des potentats régionaux qui chérissent leur autonomie : gouverneurs des États fédérés, élites régionales, classes moyennes éduquées. Ce réseau représente un infime pourcentage de la société mexicaine, quelques milliers d'individus magistralement cartographiés par François-Xavier Guerra. Mais cette élite disparate contrôle les régions et leurs ressources.

Le rôle politique de ces élites régionales est clé : elles sont le relais de Díaz avec les sociétés locales d'un pays vaste et fragmenté.

Ce délicat équilibre entre centre et États fédérés, que Díaz parvient à maintenir, explique la longévité de son pouvoir personnel de 1876 à 1911. Mais c'est aussi son point faible lorsque la révolution commence. Jouissant d'une ample autonomie, les régions se positionnent pour ou contre la révolution en fonction de logiques locales. L'autonomie régionale explique aussi l'émergence de « souverainetés multiples » qui défient le pouvoir centralisateur dès 1910.

Jusqu'aux années 1900, Díaz reste populaire parmi les élites et les classes moyennes, car son système permet de maintenir l'ordre, social surtout, sans freiner le développement économique (Katz, Guerra). Il fait de Mexico une métropole à la hauteur du Paris haussmannien. Le pays s'enrichit, son économie se modernise et se tourne vers les exportations. Les liens avec les États-Unis et l'Europe se renforcent. L'éducation secondaire et universitaire destinée aux classes moyennes et aux élites se développe. Le Mexique rejoint le concert des « nations civilisées ».

Mais, le libéralisme éclairé et élitiste de Díaz est insensible au sort des majorités, identifiées à la barbarie et tenues pour responsables de leur exclusion sociale et économique. Les réussites de son régime ne profitent qu'à une fraction de la société. Lui-même métisse, Díaz représente au début de son règne plutôt un secteur social intermédiaire que l'élite (blanche). Néanmoins, à mesure que son pouvoir personnel grandit, il ne se distingue guère des élites libérales latino-américaines qui dominent le second XIX^e siècle. Ces libéraux du milieu du XIX^e sont d'abord mus par la volonté de construire une société moderne qu'ils souhaitent composée d'individus éclairés, capables de voter en fonction du bien commun, émancipés des tares du passé (religion, pauvreté, ignorance).

Pour parvenir à cette société idéale, les libéraux misent sur l'économie et la libre entreprise, qui doivent s'accompagner de l'extension des droits politiques et d'une démocratisation de l'éducation. Cependant, ces mêmes personnes ont, à la fin du XIX^e, gardé leur foi dans le libéralisme économique mais passablement oublié la « question sociale* ». Cet oubli va de pair avec un goût pour les gouvernements autoritaires justifiés, selon eux, par le besoin de « discipliner » une société supposément rétive au changement. Díaz s'engage dans ce tournant libéral antisocial et autoritaire en s'alliant avec des élites modernisatrices. Son ministre des Finances, José Yves Limantour, membre des *científicos* (scientifiques), illustre cette tendance. Positivistes, les *científicos*

croient – à l’instar de leur mentor, le philosophe français Auguste Comte – en un progrès qui serait inéluctable et méprisent au plus haut point les secteurs populaires mexicains, à fortiori les paysans, qu’ils jugent attardés (sur le positivisme, voir chapitre 5).

Devenu aveugle aux réalités sociales des plus défavorisés, l’éclairé Díaz laisse un taux d’analphabétisme de 74 % (qui atteint les 80-90 % dans les régions rurales), et autant de citoyens exclus du droit de vote. Les conséquences des réformes économiques du Porfiriato sont un enrichissement considérable de l’État et des élites régionales, et un grand dénuement des travailleurs urbains (Knight) et surtout ruraux (Brading).

La contestation ouvrière : libéralisme populaire et anti-autoritarisme

Il n’y a pas de lien mécanique entre crise socio-économique et révolution. Les crises économiques sont nombreuses, mais rares sont celles qui déclenchent des révolutions et elles n’en sont jamais la seule cause. Toutefois, l’expérience de la misère sociale, de l’exploitation au travail, de l’arbitraire du pouvoir exaspèrent les ressentiments envers les autorités. Dès lors, les hiérarchies sociales sont moins acceptées ou tolérées. De là à imaginer un ordre radicalement nouveau, il y a un pas, parfois franchi. Ainsi, si la crise socio-économique ne mène pas nécessairement à la révolution, elle en est l’une des conditions de possibilité.

Dans le Mexique urbain et ouvrier, la crise se fait surtout sentir entre 1900 et 1907. Provoquée par la baisse des prix des matières premières d’exportation, elle se traduit par la fermeture de mines et d’usines engendrant une forte hausse du chômage. Néanmoins, à la veille de la Révolution, l’économie mexicaine reprend et le chômage baisse. Mais, bien que de courte durée, la crise a changé bien des choses. Les salaires ouvriers ne baissent pas mais les prix des produits manufacturés de première nécessité grimpent. Dans les mines détenues par des capitaux états-uniens, comme celle de Cananea (Guerra, Sariago), les licenciements sont massifs au milieu des années 1900. Or, ces multinationales sont réputées offrir de meilleures conditions de travail et une stabilité de l’emploi. Aussi, quoique l’activité reprenne rapidement, les licenciés et réembauchés connaissent une expérience du chômage, sans la moindre protection sociale. Cette épreuve installe un sentiment durable d’insécurité.

Ce sont cependant moins les conditions matérielles que le harcèlement moral sur leur lieu de travail qui explique l’engagement révolutionnaire

des ouvriers en 1910 (Knight). Toujours plus libéral sur le plan économique, Díaz laisse les entrepreneurs mexicains et étrangers définir les conditions de travail des ouvriers, qui deviennent de plus en plus défavorables pour ces derniers. Auparavant, les relations entre patron et travailleurs étaient marquées par le paternalisme, un mélange d'autorité abusive et de petites attentions qui sous-tendent l'imaginaire ouvrier d'un patron sévère mais juste. Or, à la fin du XIX^e, la figure tutélaire du patron est remplacée par le contremaître, qui impose son autorité par la peur et la violence physique et morale (Knight). La loyauté envers le patron disparaît dans la confrontation directe avec le contremaître. Dans le même temps, le système de pénalités financières en cas de violation du règlement de l'entreprise se durcit, réduisant d'autant les salaires réellement perçus par les ouvriers. À cela viennent s'ajouter les *tiendas de raya*, épiceries de l'entreprise aux prix excessifs, où les travailleurs sont obligés de faire leurs achats. Ainsi, les conditions matérielles des ouvriers se détériorent et l'indignation se répand face aux abus.

Simultanément, les ouvriers se politisent massivement. Ils adhèrent, pour la plupart, à un libéralisme populaire et social très différent de celui, autoritaire et élitiste, de Díaz et des *científicos*. À partir du milieu du XIX^e, les artisans se retrouvent dans le projet de « régénération » du peuple des élites libérales (sur l'associationnisme populaire au XIX^e siècle, voir chapitre 3). L'idée selon laquelle éducation et lutte contre les « vices » (maladies, surnaturalité, alcoolisme, prostitution) mèneront à un peuple constitué d'individus libres, raisonnés et éclairés. Mais, là où les élites ont peu pensé aux institutions concrètes autres que l'État devant mener ces luttes, les travailleurs manuels ont développé des associations ouvrières – les mutuelles – auto-organisées pour mener ces missions. Ces associations offrent, entre autres, des cours d'alphabétisation et des activités culturelles. Ainsi, de l'emblématique *Casa del Obrero Mundial* (Maison de l'Ouvrier Mondial), créée par les typographes internationalistes de Mexico (Ribera Carbó). Les mutuelles assument aussi des missions qui seront plus tard celles de l'État social issu de la Révolution : elles garantissent aux ouvriers et leurs familles l'accès aux soins, des revenus en cas d'accident du travail ou de décès du chef de famille.

Artisans et ouvriers ne constituent alors que 16 % de la population active. Mais ils bénéficient d'un haut taux d'alphabétisation (30 à 35 % en moyenne, allant jusqu'à 100 % chez les typographes), à comparer avec celui des paysans (80-100 % d'analphabètes), qui leur donne accès au droit de vote. De plus, ils partagent une partie du projet idéologique libéral des élites. Aussi, ils ont un poids politique considérable. D'autant qu'ils peuvent compter sur

de nombreux relais chez les classes moyennes et les élites démocratiques pour lesquelles les ouvriers incarnent le peuple idéal. En effet, outre le réservoir de voix électorales qu'ils constituent, les ouvriers accèdent à l'éducation et à un travail moderne. Ils seraient donc l'exact opposé de la paysannerie indigène, croyante et superstitieuse, illettrée et misérable.

Les artisans urbains et ouvriers considèrent, eux aussi, les libéraux modérés et démocrates comme des alliés privilégiés. C'est pourquoi, quand la Révolution commence, ils se rangent aux côtés du latifundiste libéral Francisco Madero, puis des constitutionnalistes qui défendent les libertés d'association, d'expression, ou de vote, chères aux ouvriers. Les artisans et ouvriers partagent, en outre, avec le libéralisme éclairé sa vision sociale lourde de préjugés raciaux et anti-paysans. Ils s'engagent derrière Madero et le mouvement anti-ré-électionniste, qui souhaite limiter la présidence à un seul mandat et qui s'oppose à la réélection des présidents, à commencer par celles de Porfirio Díaz. Cet engagement s'explique aussi par une identité ouvrière liée au droit de vote qui les distingue des paysans. Aussi, il n'y aura pas d'union entre ouvriers et paysans dans la Révolution mexicaine, sauf très ponctuellement. La distance entre travailleurs urbains et paysans permet de saisir la formation, après 1915, des Bataillons Rouges, ces milices ouvrières au service des constitutionnalistes qui répriment les armées paysannes de Zapata et de Villa (Meyer).

Cette alliance entre monde ouvrier et libéraux démocrates remonte au dernier tiers du XIX^e siècle, mais se consolide lorsque Díaz réprime le mouvement ouvrier. Dans les années 1900, syndicats et mutuelles ouvriers organisent des manifestations et des grèves, pacifiques et sans visées révolutionnaires, dans les grandes mines et les industries du Nord ou du centre, à Veracruz ou à Puebla. Elles sont violemment réprimées. À Cananea, lors de la grève de 1906, l'armée mexicaine collabore avec les Rangers états-unis pour mater les ouvriers (Cosío Villegas). À Puebla ou à Rio Blanco en 1907, des dizaines d'ouvriers sont mortes durant la répression (Anderson). Les élites et classes moyennes aux convictions démocratiques condamnent cette violence répressive et se détournent alors de Díaz. Avec les ouvriers, elles partagent la vision d'un pouvoir aux abois. « Don Porfirio » n'est plus le patriarche sévère mais bienveillant ; il est en passe de devenir le tyran qu'il est grand temps de renverser.

Au tournant du siècle, des courants plus radicaux du libéralisme, proches du socialisme ou de l'anarchisme, apparaissent. Entre les années 1830 et 1860, les idées socialistes arrivent au Mexique par des auteurs utopiques

européens. Ce sont les traductions des œuvres de Cabet, de Louis Blanc ou de Proudhon ou encore les idées de Plotino Rhodakanaty, ce révolutionnaire greco-autrichien installé au Mexique, premier partisan d'une « loi agraire » abolissant les *haciendas* (Illades). L'influence la plus notable n'est cependant pas celle des auteurs européens mais de militants états-uniens, anarchistes et syndicalistes. En effet, de nombreux ouvriers états-uniens travaillent dans des mines et industries mexicaines à capitaux états-uniens. Affiliés à des syndicats anarcho-syndicalistes, notamment à la Western Federation of Miners (WFM), ils sont les premiers à organiser des grèves au Mexique et incitent leurs camarades mexicains à créer des syndicats et à faire grève (García Solares, Gonzales). Cette influence marque durablement le libéralisme radical mexicain.

Il a souvent été dit que le nationalisme anti-états-unien des Mexicains a été un facteur central dans l'éclosion de la Révolution. Friedrich Katz montre, au contraire, que pour les travailleurs mexicains, leurs camarades états-uniens incarnent un idéal de lutte et d'organisation. La classe ouvrière mexicaine est nationaliste, mais rarement xénophobe. Quand elle l'est, sa xénophobie prend pour cibles les Espagnols – nombreux parmi les contremaîtres – et les travailleurs asiatiques, forcés d'accepter des conditions de travail déplorables et, donc, levier de pression vers le bas de celles des ouvriers mexicains.

Les liens révolutionnaires avec les États-Unis passent aussi par l'exil de libéraux mexicains aux USA. Depuis la fin du XIX^e, nombreux dirigeants opposés à Díaz s'y réfugient. L'exil se traduit souvent par une radicalisation. Il en va, ainsi, de Ricardo Flores Magón (Lomnitz, MacLachlan), avocat, fondateur du journal *Regeneración* et du Parti Libéral Mexicain (PLM). Anticlérical, anti-porfiriste et anti-ré-électionniste, dans les années 1890, Flores Magón était favorable au respect de la Constitution libérale de 1857. Or, si Díaz dit l'appliquer, il ne supprime pas l'éducation religieuse, pas plus qu'il ne respecte les droits civiques. Flores Magón devient donc un opposant puis, au début des années 1900, s'exile aux États-Unis avec d'autres membres du PLM. Dès lors, leur manifeste et programme prônent la distribution des *haciendas* aux paysans et la défense des indigènes. Cette radicalité s'explique, entre autres, par l'amitié qu'entretiennent les fondateurs du PLM avec l'anarchiste Emma Goldman aux USA (Illades, Weber). Celle-ci était proche de Kropotkin et de Bakounin, parmi les premiers à théoriser le potentiel révolutionnaire des paysans (Curley). Malgré ce discours, les magonistes n'auront, en 1910, que peu d'acointances avec le zapatisme, principal mouvement paysan de la Révolution mexicaine (Knight).

Là où gronde la colère : les paysans et le désir de révolution

Si la misère touche cruellement les villes dans les années 1900, dans les zones rurales, où résident plus de 70 % de la population mexicaine, la pauvreté y est antérieure et plus extrême (sur les inégalités sociales et raciales dans les zones rurales, voir chapitre 4). Deux mesures du gouvernement précipitent cette paupérisation dans les années 1890. Díaz et les *científicos* ont pour priorité de moderniser l'économie, entre autres, par le développement des exportations. Or les grands domaines – les *haciendas* –, seuls en mesure d'investir pour mécaniser leur production, sont adaptés à l'exportation. La concentration des terres sera donc favorisée. Pour l'activité industrielle et minière, il s'agit de remplacer les mines artisanales fonctionnant depuis le xvi^e siècle par des mines modernes aux capitaux mexicains ou états-uniens.

L'expansion des *haciendas* se fait au détriment des petites et moyennes propriétés agricoles et des communautés indigènes libres. La loi de *terrenos baldíos* (terrains vagues) de 1894, promulguée par Díaz seize ans avant la Révolution, favorise ce phénomène. Cette loi se présente comme une application de la Constitution libérale de 1857. En effet, celle-ci, dans la logique de l'égalité des citoyens devant la loi, supprime les privilèges (*fueros*), concernant les collectivités, hérités de l'Empire espagnol. Or, parmi ces *fueros* se trouve le droit des communautés rurales à la propriété collective des eaux, des pâturages et des forêts. Contrairement à une idée répandue, la propriété des terres cultivables des communautés indigènes n'est pas collective. Ce sont les autres ressources (eaux, bois, etc.) qui sont collectivement administrées. Majoritairement illettrés, les membres des communautés n'ont pas su transformer ces droits d'ancien régime en titres de propriété individuelle.

Ces ressources collectives non cultivées, car non cultivables, sur lesquelles il n'y avait pas de titres de propriété, tombent en 1894 sous le coup de la loi de *terrenos baldíos*. Elles peuvent désormais être achetées par les *hacendados** pour des sommes dérisoires. Privés de ces ressources essentielles à leur survie, les petits paysans en sont réduits à la famine. Ils vendent donc leurs terres. Ainsi, sous Díaz, ce ne sont pas moins de 39 millions d'hectares, soit un cinquième du territoire mexicain, qui passent aux mains de quelques *hacendados*. Par exemple, Luis Terrazas détient trois millions d'hectares dans l'État du Chihuahua (Wasserman). Ce n'est sûrement pas un hasard si Pancho Villa (Katz), l'autre grand chef d'extraction populaire de la Révolution, est originaire de ce même Chihuahua. Restés sans terres, les paysans cherchent

du travail dans les *haciendas*. En 1910, en moyenne 50 % de la population rurale y travaille, pourcentage qui monte à 90 % dans certaines régions.

Du fait de sa proximité avec les États-Unis, le Nord est le principal destinataire des grands capitaux investis dans l'industrie minière de pointe et dans les *haciendas*. Aussi, les propriétaires de mines artisanales et les petits et moyens agriculteurs – les *rancheros** – sont rapidement paupérisés, voire prolétariés. Souvent, ils se réfugient dans le banditisme. Cette population, habile dans le maniement des armes et l'esquive des polices rurales, et dont fait partie Pancho Villa – à la fois *ranchero* et bandit –, rejoint la révolution en 1910. Au centre du pays, les communautés indigènes libres restent majoritaires. C'est dans cette région que se situe l'État de Morelos, où est né Zapata. Dès avant le début de la révolution, certaines communautés résistent à l'expansion des *hacendados*, les armes à la main. Mais il y a aussi de nombreux indigènes qui sont contraints de travailler dans les *haciendas*, où exploitation rime souvent avec coups de fouet. D'autres préfèrent fuir la campagne et vont rejoindre les quartiers marginaux des grandes villes aux conditions sanitaires déplorables. Les indigènes, qu'ils soient membres de communautés libres, exploités dans des *haciendas* ou marginalisés dans des quartiers insalubres, sont nombreux à grossir les rangs des armées révolutionnaires de 1910.

La participation des paysans à la Révolution mexicaine serait-elle une action spontanée produite du ressentiment et dépourvue d'idéologie ? Ces paysans révoltés sont-ils restés écartés du pouvoir postrévolutionnaire, parce qu'ils seraient incapables de formuler un projet de portée nationale, demandant des élites éclairées qu'elles l'élaborent ? Cette hypothèse semble logique au vu des taux d'analphabétisme rural. Pourtant, dans le monde rural mexicain, l'expérience sociale d'exploitation et de lutte se conjugue souvent avec la formulation de projets politiques structurés. Depuis les années 1860, des camarades de Rhodakanaty appartenant à *La Social* ou des fouriéristes sont partie prenante des mobilisations agraires. En 1878, *La Social* promeut la création de « ligues de résistance paysanne », qui appellent à l'expropriation des *haciendas*, une « loi agraire » radicale et la création de municipes libres (Illades). Nous sommes sept ans après la Commune, qui marque un tournant dans la pensée anarchiste et socialiste. Réprimés dans les villes, les anciens de la Commune se tournent vers les zones rurales pour leurs principaux lieux d'exil, l'Espagne et l'Italie. Exilé en Europe de l'Ouest, l'anarchiste russe Piotr Kropotkin transmet en l'idéalisant l'expérience rurale des populistes russes et accentue ce tournant. Aux États-Unis, Emma Goldman, proche de Flores Magón, partage ces idées.

Des traces de ce tournant théorique majeur se retrouvent dans la Révolution mexicaine. Lors de la Convention d'Aguascalientes de 1914, on propose de construire la nouvelle société à l'échelle locale dans des municipalités libres et souveraines. L'insistance sur le pouvoir local dans le zapatisme, souvent interprétée comme un signe d'absence de projet national, peut aussi être lue comme un projet alternatif au centralisme des constitutionnalistes.

Ces expériences socialistes ou anarchistes européennes ne sont pas mécaniquement importées et imitées, dictées par des militants lettrés urbains à des paysans analphabètes et naïfs. Comme le montre Illades, la grande originalité de l'anarchisme (ou du libéralisme populaire et révolutionnaire) mexicain est d'allier l'endogène à l'exogène. Felipe Carrillo Puerto, théoricien socialiste autodidacte étudié par Joseph, est un cas exemplaire. D'abord conducteur de train, appartenant à l'élite ouvrière émergente avec le Porfiriat, il devient vendeur ambulancier et découvre le Yucatán. À la fin des années 1910, il traduit en maya la Constitution de 1917 afin que les indigènes du sud du Mexique puissent connaître leurs droits. Élu gouverneur du Yucatán en 1922, il est l'un des premiers à tenter une réforme agraire* avant d'être assassiné en 1924.

Porfirio Díaz, le pire ennemi du Porfiriat ?

Les facteurs socio-économiques doivent se conjuguer avec la crise politique pour mener à une révolution. Dans le cas mexicain, l'usure du pouvoir de Díaz est progressive mais s'accélère entre 1904 et 1910. Sa longue permanence au pouvoir et son âge très avancé – 80 ans lors de sa huitième et dernière réélection en 1910 – y contribuent. De même, les contradictions inhérentes au Porfiriat fragilisent le pouvoir de Díaz et, elles aussi, s'exacerbent à partir de 1904. La première est liée à la composition de la « cour » de Díaz, divisée en deux groupes. Les *científicos* d'une part et, de l'autre, les militaires, sont irréconciliables sur le plan idéologique, sans compter les ambitions personnelles. Les premiers sont des hommes nouveaux incarnant le projet modernisateur de Díaz. Autoritaires et insensibles face à la « question sociale », les *científicos* croient que le progrès technique et matériel bénéficiera, à terme, à l'ensemble de la société. Les militaires constituent le milieu d'origine de Díaz. Leur conception du pouvoir est autoritaire, mais elle est aussi paternaliste. Les mesures antisociales des *científicos* les inquiètent. La contestation interne au Porfiriat surgit au sein des militaires en 1908, avec le général Bernardo Reyes qui envisage de se présenter contre Díaz à l'élection de 1910, avant d'y renoncer.

Centralisme et régionalisme constituent la seconde contradiction inhérente au Porfiriato, source de son affaiblissement. La modernisation économique et technique, de même que la loi de *terrenos baldíos* profitent aux élites régionales, dont le pouvoir croît fortement à la fin du siècle. Mais Díaz souhaite aussi laisser comme héritage un État centraliste à l'abri des pouvoirs centrifuges. Il tente de le mettre en œuvre dans les années 1900, ce qui menace les pouvoirs régionaux. À la veille de la révolution, ce projet lui aliène les élites provinciales – dont est aussi issu Francisco Madero.

L'usure du pouvoir de Díaz est certes un processus graduel, mais un événement ponctuel, le 3 mars 1908, accélère la crise politique. Díaz avait accordé une interview à un journaliste états-unien, James Creelman, dont la traduction en espagnol fut publiée ce jour-là au Mexique. Dans cet entretien, Díaz déclare que le pays est désormais prêt pour la démocratie et il invite d'autres candidats à se présenter à l'élection de 1910. Cette déclaration inespérée provoque un emballement politique qui débouche sur le début de la révolution. Les dissidents porfiristes se déclarent candidats, en se présentant comme la continuation du régime et la relève d'un Díaz trop vieilli. Le libéral et anti-ré-électionniste modéré Francisco Madero – qui sera deux ans plus tard l'initiateur de la révolution – commence sa propre campagne présidentielle dès 1908. Il publie d'abord son livre-manifeste *La Succession présidentielle*, où figure le futur cri de ralliement des anti-Porfiristes : « Suffrage effectif, non à la réélection ». Ainsi, outre l'exigence d'élections libres et sans fraude, Madero voue aux gémonies le principe de réélection identifié à Díaz.

L'appel de Madero trouve un large écho parmi des secteurs très différents. Ainsi, il y a d'anciens alliés de Díaz, des dirigeants venus du libéralisme radical du PLM, des artisans, des commerçants, des instituteurs et, plus largement, les classes moyennes. Ces dernières sont d'ailleurs représentées auprès de Madero, avec son secrétaire personnel, le journaliste Roque Estrada. Pour les classes moyennes, admiratrices de la démocratie états-unienne et française, le Porfiriato des années 1900 n'est plus un moteur de modernisation, mais plutôt un régime autocratique rétrograde.

L'ample alliance formée autour de Madero fait de sa victoire à l'élection de 1910 une certitude. Díaz réagit faisant emprisonner Madero à la veille des élections et le libère une fois celles-ci « gagnées » par Díaz, l'unique candidat. Suite à quoi Madero s'exile aux États-Unis, pays depuis lequel il diffuse son « Plan de San Luis Potosí », un manifeste appelant à prendre les armes le 20 novembre 1910 pour renverser le « tyran » Díaz.

L'historiographie a longtemps débattu sur les raisons qui ont poussé Díaz à donner l'interview fatale à son pouvoir personnel. Comme le montre Cosío Villegas, l'interview Díaz-Creelman révèle l'abîme entre Díaz et le peuple qu'il est censé représenter. L'interview avait été soigneusement préparée, il ne s'agit en aucun cas d'une sortie de route incontrôlée. Creelman, journaliste conservateur de renommée internationale, a préparé les questions avec l'équipe de Díaz. Dans sa version en anglais, l'interview apparaît en première partie d'un article de cinquante pages qui présente Díaz en sauveur du Mexique. En espagnol, des extraits plus ou moins longs sont publiés, dont les plus courts dans la presse anti-ré-électionniste qui ne rapporte que la promesse d'élections libres de Díaz.

Les effets de l'interview escomptés par Díaz montrent combien il en était venu à ignorer la situation sociale, économique et politique du pays. En 1908, Díaz estime que le peuple mexicain se désintéresse de la politique, car le taux de participation aux élections – soigneusement truquées par ses équipes – est très faible. Sa promesse d'élections libres a pour fonction de le faire passer pour un grand démocrate aux États-Unis. Au Mexique, il n'en est jamais question car il est convaincu d'être seul capable de mener aux destinées de ses concitoyens. Il s'agit pour le vieux chef d'État d'un testament politique tout entier à sa gloire. Après avoir fait régner l'ordre et la paix au Mexique, il aurait laissé un pays prêt pour la démocratie. Mais, plutôt qu'un testament, l'entretien devient son tombeau politique.

Díaz n'a pas su voir qu'après des décennies d'autoritarisme, la perspective d'élections libres ne pouvait que susciter l'enthousiasme du pays. Celui-ci est alors bien plus alphabétisé et internationalisé que trente ans auparavant. Son mouvement ouvrier et ses classes moyennes y sont très politisés. Paradoxalement, Díaz était l'un des principaux artisans de ce nouveau pays, dont il était incapable de voir les changements. Les succès de Madero, d'abord lors de la campagne électorale, puis de son appel à l'insurrection, auront démontré à Díaz que de rédempteur de la nation il en était devenu le despote peu éclairé.

Adoptant une approche contrefactuelle (Deluermoz & Singaravélou), nous nous posons cette question : y aurait-il eu une révolution au Mexique si Díaz n'avait pas concédé l'interview à Creelman ? La temporalité, les événements, le rôle assumé par Madero, auraient peut-être été différents. Mais, au début des années 1910, les impasses sociales, économiques et politiques du régime sont définitives. D'autre part, le gouvernement de Díaz est installé dans ses certitudes autoritaires. Imaginer une issue pacifique et négociée

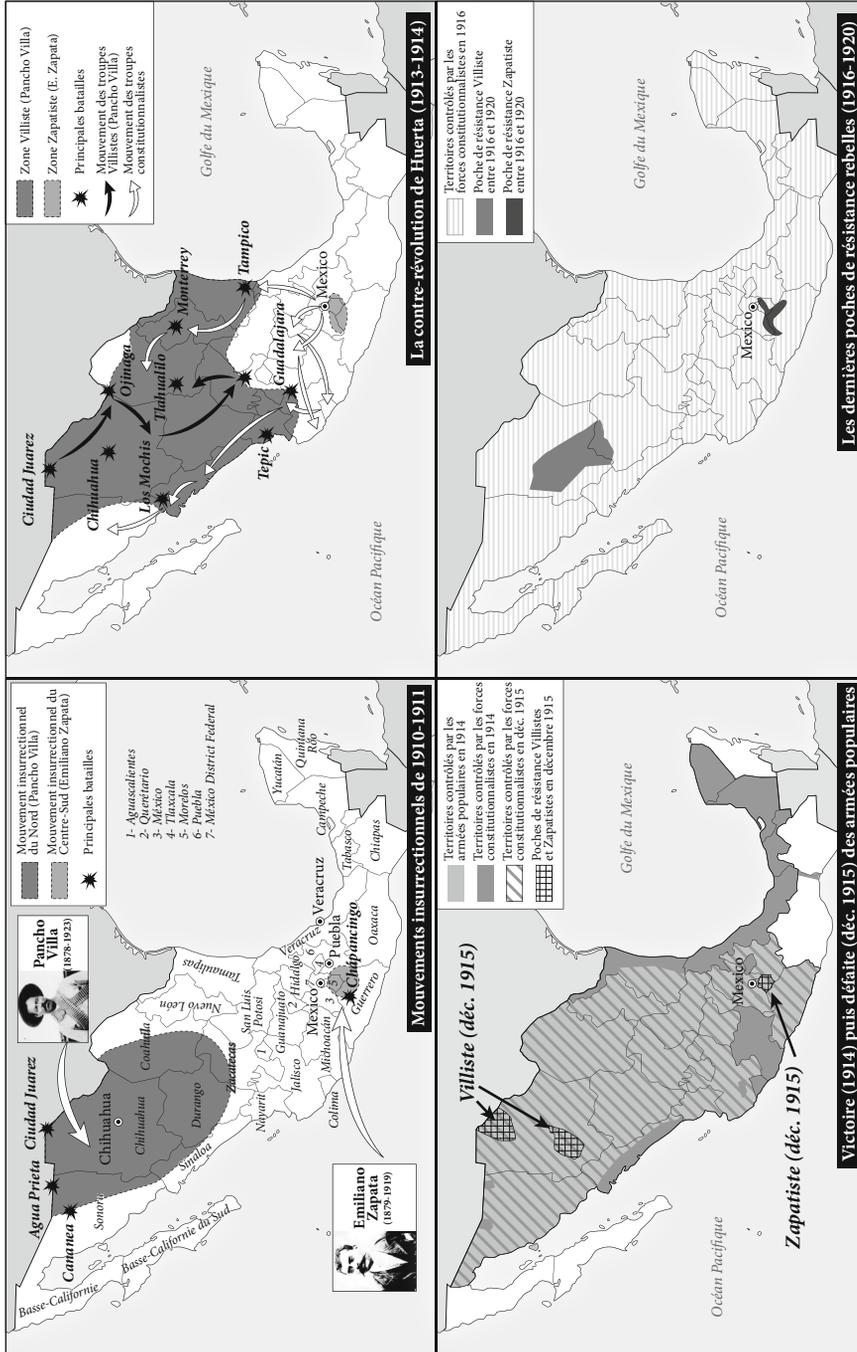
à la crise multiforme est donc impossible. L'interview et la répression des candidats concurrents ont, toutefois, eu d'importants effets. Elles ont approfondi les divisions du camp porfiriste et détérioré l'image publique de Díaz. Et, s'il subsistait le moindre doute sur le caractère démocratique du régime, celui-ci fut balayé par cet épisode. Dès lors, tous les opposants savaient que pour obtenir la démocratie, il fallait d'abord renverser le « tyran ». Pendant trente-cinq ans, Díaz avait maintenu les apparences démocratiques, parce qu'il était conscient de la double importance des élections : elles étaient le principal mode de légitimation des élus porfiristes, du président aux maires des villages ; elles étaient le signe de cohésion et de force du régime. En jetant Madero en prison, Díaz se montrait à la fois illégitime et affaibli, rendant possible la révolution.

2. La révolution armée et son institutionnalisation (1910-1940)

Si la Révolution mexicaine est souvent apparue comme un mouvement sans idéologie, dans lequel se seraient confrontées des armées plus identifiées à leurs chefs qu'à des projets sociaux ou politiques, c'est du fait de l'extraordinaire complexité du processus et de la diversité des acteurs qu'il mobilise. Pour la rendre intelligible, nous diviserons la Révolution mexicaine en deux périodes. La deuxième (années 1920-1940) correspond à la pacification du pays et à l'institutionnalisation de la révolution, qui coïncide avec son internationalisation.

La première période (1910-1920) coïncide avec la guerre révolutionnaire qui se déroule en trois étapes. Dans la première d'entre elles, Francisco Madero est la figure de proue. Il lance l'insurrection contre Díaz, qui mène à la chute du président. Madero met en œuvre d'importantes réformes politiques et quelques réformes sociales mais il est aussi, très tôt, la cible de critiques. Des acteurs révolutionnaires et contre-révolutionnaires se mobilisent contre lui. Cette première étape se clôt avec le coup d'État du général porfiriste Victoriano Huerta contre Madero, qui est exécuté en février. La deuxième étape, très brève, est contre-révolutionnaire. De 1913 à 1914, le général Huerta tente de restaurer le Porfiriato. Contre lui, se dressent tous les acteurs révolutionnaires, qu'ils aient été partisans ou détracteurs de Madero, dont les principaux sont les armées populaires majoritairement rurales d'Emiliano Zapata et de Doroteo Arango (alias Pancho Villa),

La révolution mexicaine 1910-1920



ainsi que l'armée constitutionnaliste héritière du libéralisme de Madero. Mais, une fois l'ennemi contre-révolutionnaire neutralisé, les anciens alliés s'entre-déchirent dans une nouvelle guerre civile (1914-1920). Outre la victoire militaire des constitutionnalistes sur leurs ennemis, la dernière étape comprend la promulgation d'une nouvelle constitution en 1917, la présidence de l'ex-chef des constitutionnalistes, Venustiano Carranza, puis son assassinat le 21 mai 1920.

Francisco Madero et les limites de la révolution libérale

Le 5 octobre 1910, depuis son exil au Texas, Madero diffuse au Mexique son Plan de San Luis Potosí, qui appelle à l'insurrection armée contre Díaz. Type de texte caractéristique de l'histoire politique mexicaine depuis les indépendances (chapitre 2), San Luis Potosí est le premier « Plan » de la Révolution mexicaine, qui marque son début. Entre 1910 et 1917, la Révolution sera rythmée par une succession de « Plans », des *pronunciamientos* (chapitre 5) ou manifestes qui font office de déclarations de principes et de programmes d'action des groupes et chefs de la Révolution (Garciadiego). Les Plans désignent des ennemis, en même temps qu'ils suscitent des adhésions et permettent de créer des alliances. Ce sont des contrats passés entre le rédacteur qui s'engage à mettre en œuvre des mesures demandées par de potentiels alliés. En retour, ces derniers s'engageant à le soutenir jusqu'au triomphe du Plan.

L'écrit et les idées sont donc au cœur de la Révolution mexicaine. Mais, comment un texte devient-il une insurrection armée ? Quand Madero lance le Plan de San Luis, il a déjà un réseau d'émissaires qui ont une bonne connaissance du Mexique, de ses régions et de leurs mouvements contestataires. Ils s'y rendent pour rencontrer les chefs locaux déjà mobilisés contre Díaz. Après leur avoir présenté le Plan de Madero, les émissaires négocient avec ces leaders leur soutien à l'insurrection au prix d'éventuels amendements du texte initial.

Qui sont les acteurs qui prennent les armes contre Díaz ? Ce ne sont pas les dissidents du Porfiriato ni les classes moyennes, mais des groupes populaires dont la révolte s'inscrit dans la continuité des mobilisations populaires armées du XIX^e siècle (chapitre 5). Le tout premier foyer de l'insurrection se situe dans le Nord, et plus précisément dans l'État du Chihuahua, où émergent très tôt deux chefs militaires : Pancho Villa et, plus volatil dans

ses loyautés, le muletier Pascual Orozco (Meyer, Caballero). Villa et Orozco sont représentatifs des populations qui vivent à la frontière avec les États-Unis. Des *rancheros* et des mineurs artisanaux vivent dans cette zone militarisée malgré la «Pax Porfiriana». Ils ont longtemps été en guerre contre les Apaches et les Rangers. Vivant à la lisière de la pauvreté, ils s'adonnent régulièrement au banditisme, habitués aux accrochages avec la police, aux passages en prison et au trafic clandestin d'armes depuis les États-Unis. Aux anciennes populations de la frontière, s'ajoutent à la fin du XIX^e les ouvriers des mines aux capitaux états-uniens. Issus de l'exode rural, ils connaissent la violence des *haciendas*. Dans les mines, ils découvrent l'action syndicale, voire la violence révolutionnaire. Les armées de Villa et d'Orozco sont donc composées de *rancheros*, muletiers, mineurs, bandits, qui ont pâti de la politique économique de Díaz et pour qui la frontière de la légalité n'est déjà plus une question. En mai 1911, les milices d'Orozco s'emparent de Ciudad Juárez. C'est une victoire militaire décisive sur l'armée fédérale de Díaz, qui l'oblige à négocier avec Madero puis à démissionner.

La capitulation de Díaz doit aussi beaucoup à l'engagement de deux autres groupes dans l'insurrection à partir de mars 1911. D'une part, les ouvriers et artisans de l'industrie textile du centre du Mexique (Guerrero, Michoacán, Puebla, Mexico), qui sont déjà au cœur des mobilisations ouvrières des années 1900. Leur industrie compte parmi les plus technologiquement développées du pays et appartient à des capitaux mexicains. Les conditions de travail y sont particulièrement pénibles. Lorsque les émissaires de Madero viennent voir les leaders ouvriers, ceux-ci font ajouter au Plan une liste de revendications (augmentation de salaire, réduction de la journée de travail, retour des propriétés rurales usurpées). Le 18 mars 1911, ils appellent à la révolution avec un nouveau manifeste : le Plan Politique Social.

D'autre part, les paysans du Morelos, avec Emiliano Zapata à leur tête (Womack, Millon, Brunk), soutiennent aussi Madero. Province agricole du centre du Mexique, le Morelos connaît une transformation socio-économique violente sous le Porfiriat (Womack, Goldsmith *et al.*). État producteur de canne à sucre, il voit sa production et son traitement s'industrialiser (Melville). Les *hacendados* absorbent les petits domaines et les ressources collectives de villages qui avaient jusqu'alors résisté à la grande propriété. Le travail dépendant dans les *haciendas* et les industries sucrières se généralise. Mais ce changement brutal est récent. Outre qu'elles gardent la mémoire de leur autonomie, les populations se mobilisent pour freiner cette transformation. Et, ici aussi, ces dernières ont l'expérience des affrontements violents,

que ce soit contre les armées privées des *hacendados* ou la police rurale (chapitre 3) réputée pour sa brutalité et étudiée par Vanderwood. Le ralliement des zapatistes à Madero est au prix d'une promesse de réforme agraire. Du Morelos la mobilisation paysanne s'étend aux États voisins.

Les acteurs collectifs qui prennent les armes au nom du Plan de San Luis Potosí ont cependant été peu attentifs à une partie du texte. Certes, Madero y appelle clairement à la révolution et au renversement de Díaz mais, moins remarqué, il indique aussi que le processus insurrectionnel doit savoir s'arrêter. Plusieurs articles du Plan visent à contrôler la révolution, à canaliser la violence et à en maîtriser la durée. L'objectif de la révolution est le renversement du tyran, et non les réformes sociales qui sont à peine ébauchées. Aussi, lorsque Díaz démissionne en mai 1911 en échange de l'intégration de porfiristes dans le nouveau gouvernement, Madero déclare la révolution terminée.

Pour Madero, les libertés politiques et les droits civiques constituent l'objectif essentiel d'un processus révolutionnaire. En octobre 1911, il emporte une victoire démocratique écrasante : plus de 99 % des suffrages dans la première élection présidentielle libre et sans fraude de l'histoire mexicaine. En termes de libertés, les années de Madero au pouvoir (1911-1913) sont, effectivement, une période exceptionnelle dans l'histoire du Mexique. La liberté d'expression se déploie, la presse d'opposition ne craint pas de représailles, les syndicats se mobilisent librement, plusieurs partis – y compris le Parti Catholique fondé en 1911 (Ceballos Ramírez, Serrano Ortega, O'Dogherty, Curley, Cárdenas) – peuvent exercer leurs activités politiques sans entraves. Mais Madero est aussi un libéral en économie. Pour lui, comme pour les porfiristes, la propriété privée est inviolable. Il mène des réformes sociales, mais elles ne sont destinées qu'aux ouvriers, ce segment minoritaire mais « moderne » du monde populaire, proche des élites libérales et des classes moyennes. Même là, les réformes sont timides. L'anarcho-syndicaliste *Casa del Obrero Mundial* réagit en organisant des grèves qui déstabilisent le gouvernement. Dès septembre 1911, le PLM appelle à l'abolition de la propriété privée, revendication qui rencontre un large écho dans le milieu ouvrier (Silva Herzog).

La contestation contre Madero a deux foyers supplémentaires. Le premier est constitué par les populations agraires, qui avaient pris les armes pour Madero contre Díaz en 1910-1911. À l'issue de ses négociations avec Díaz, Madero demande à ses alliés ruraux de patienter ; la réforme agraire ne pourra pas être faite de sitôt. En récompense de leur engagement armé,

Madero propose aux membres et chefs des milices rurales de remplacer la police rurale restée fidèle à Díaz. Le deuxième se situe dans le Nord, où Orozco trouve la récompense bien mince et prend les armes contre Madero. Ce dernier fait alors appel à l'armée, institution pourtant restée fidèle au Porfiriato. Le général Victoriano Huerta, qui fera exécuter Madero en 1913, mate la rébellion d'Orozco. Le nord du pays restera jusqu'à la fin de la révolution la zone la plus meurtrie par la violence révolutionnaire et contre-révolutionnaire.

Dans le Morelos et les autres régions paysannes insurgées, la question pressante est celle de la distribution de la terre et de l'accès à l'eau et aux pâturages. Tant que la réforme agraire n'est pas inscrite dans la loi, il est aisé pour Madero, lui-même *hacendado*, de revenir sur ses promesses. Madero n'a, en effet, pas l'intention de toucher à la propriété agraire. L'insurrection dans le Morelos continue et l'armée y est envoyée pour la réprimer. À sa tête, le général Juvencio Robles y mène une campagne d'une violence extrême, y compris contre les non-belligérants.

En réponse, le 28 novembre 1911, deux semaines après la prise de fonctions de Madero, Zapata et Otilio Montaño rédigent le Plan de Ayala. Ce nouveau Plan affirme que la révolution n'est pas terminée. Reprenant les principaux points du Plan de San Luis Potosí, le Plan de Ayala – du nom de la petite ville où il a été rédigé –, accuse Madero d'avoir rompu le contrat conclu avec les zapatistes, c'est-à-dire sa promesse de réforme agraire. Aussi, son pouvoir y est jugé illégitime et despotique. Il faut donc le renverser. Madero devient ainsi le tyran à la place du tyran. Les zapatistes deviennent, quant à eux, les véritables défenseurs du Plan de San Luis Potosí, trahi par celui-là même qui l'avait écrit.

L'élément le plus important du Plan de Ayala reste cependant son projet de réforme agraire (Zapata & Piñeda Gómez). Celui-ci prévoit la redistribution d'un tiers ou des deux tiers des grandes propriétés – selon que les *hacendados* acceptent ou résistent à la redistribution des terres –, la nationalisation des ressources, des allocations pour les ex-combattants révolutionnaires et leurs familles. En outre, le Plan de Ayala annonce une sortie de la révolution autre que celle de Madero : il y aurait certes des élections mais, auparavant, les chefs de l'insurrection pourraient nommer les premières autorités révolutionnaires. Cette revendication d'un rôle de protagoniste dans la définition des destins nationaux pour les acteurs populaires et armés, formulée par un leader paysan, est inédite pour le Mexique. Mais ce rôle dévolu aux paysans est en 1911 encore impensable pour les élites mexicaines, quand bien même elles seraient révolutionnaires.

L'AMÉRIQUE LATINE EMBRASÉE

Le dernier foyer de contestation, agissant surtout dans l'ombre, sont les anciens soutiens de Díaz. « Don Porfirio » s'exile en Europe en 1911 et décède en France en 1915. Mais les secteurs qui l'avaient soutenu sont toujours au Mexique. Le gouvernement de Madero menace leurs privilèges. Les ex-porfiristes sont séduits par le général Huerta, les victoires qu'il emporte face aux paysans insurgés en font un digne successeur de « Don Porfirio », selon les anciens porfiristes. Mais Huerta, amateur de boissons fortes, violent et autoritaire, n'a d'autre programme que l'annihilation de ses ennemis. Il ressuscitera le Porfiriato pendant seulement un an.

Soldats d'une armée révolutionnaire mexicaine se rendant au front,
1910-1920



La parenthèse contre-révolutionnaire (1913-1914)

Épargnée par la violence jusqu'en 1913, la ville de Mexico en fait l'expérience lors du coup d'État de Huerta contre Madero. La *Decena Trágica*, dix jours d'affrontements entre madéristes et putschistes (9-19 février 1911), se termine par l'exécution de Madero et de son vice-président, Pino Suárez (22 février). Huerta s'autoproclame président, muselle la presse et réprime l'opposition.

L'objectif de Huerta et de ses alliés est la restauration du Porfiriato. Ils pensent pouvoir faire table rase des trois années de révolution, considérées comme une brève parenthèse dans le Porfiriato passé et futur. Huerta compte sur de solides soutiens : l'armée, les élites socio-économiques, les *científicos*, l'Église. Cette dernière – dont le rôle pendant la révolution que Jean Meyer fut parmi les premiers à en étudier le rôle pendant la révolution – s'oppose, par idéologie et par principe, aux projets révolutionnaires, notamment à la réforme agraire. Alliée traditionnelle des conservateurs mexicains qui s'identifient avec l'oligarchie rurale, l'Église s'oppose à tout ce qui pourrait menacer les intérêts des *hacendados*. Son action contre-révolutionnaire est visible dans les États les plus catholiques (Michoacán, Guanajuato, Jalisco, Aguascalientes).

Enfin, le général Huerta compte sur le soutien de l'ambassadeur des États-Unis à Mexico, Henry Lane Wilson. L'histoire des rapports entre la Révolution mexicaine et les États-Unis est complexe (Gilderhus, Mason Hart, Ramos). Quand Madero remplace Díaz au pouvoir, les États-Unis ne montrent guère de regret pour la perte d'un fidèle allié. Car, bien que toujours bienveillant avec les investissements états-uniens, Díaz veillait à garder un équilibre entre influence états-unienne et européenne afin de conserver une marge d'autonomie nationale. D'ailleurs, ~~initialement~~, Washington considère d'un bon œil Madero, qui a promis de protéger les intérêts économiques états-uniens. En 1913, le soutien de l'ambassadeur Henry Lane Wilson au coup d'État relève exclusivement de son initiative personnelle. Comme tous les ambassadeurs du début de siècle, Wilson jouit d'une grande autonomie d'action. La Maison Blanche a une position très différente : le président démocrate nouvellement élu, Woodrow Wilson, refuse de reconnaître Huerta comme chef d'État. L'assassinat de Madero, premier président élu démocratiquement, ne passe pas. Plus encore, dès juillet 1913, le président Wilson démet l'ambassadeur de ses fonctions et engage les États-Unis dans un soutien aux insurgés. D'abord, il révoque l'embargo d'armes, décision qui profite surtout aux rebelles. En avril 1914, il envoie des *US Marines* occuper le port de Veracruz pour bloquer une livraison d'armes à Huerta. Cette opération qui, selon Wilson, devrait susciter l'enthousiasme continental, est condamnée par les opinions publiques latino-américaines, porteuses d'un récent et puissant sentiment anti-états-unien.

Bien entendu, les convictions démocratiques de Wilson n'expliquent pas, à elles seules, son hostilité à Huerta. Ce dernier est surtout vu comme un facteur d'instabilité par le président. Or, la stabilité du Mexique est d'un intérêt

crucial pour les États-Unis. Il y a plusieurs raisons à cela. D'abord, les deux pays partagent une frontière, par laquelle transitent marchandises, investissements, contrebande, mais aussi, entre 1910 et 1920, réfugiés de guerre et combattants (Raat, Smith, Lerner Sigal, Hall, Young). De plus, le Mexique est alors l'un des principaux fournisseurs des États-Unis en pétrole, en minerais et en produits agricoles. La dépendance énergétique et alimentaire des États-Unis vis-à-vis du Mexique est une source de vive préoccupation pendant la guerre de 1914-1918. Elle l'est d'autant plus que Huerta semble se rapprocher de l'Allemagne. Wilson ne peut pas risquer une alliance germano-mexicaine à sa frontière (Katz).

La chute de Huerta n'est cependant pas le fait du président états-unien, mais des armées révolutionnaires. En 1913-1914, l'insurrection s'étend géographiquement et la participation devient massive dans tout le pays, bien que les deux principaux foyers restent le Nord et le centre. Au nord, trois armées différentes font la guerre à Huerta. Dans l'État de Coahuila, le futur président Venustiano Carranza (1918-1920) se place dans la continuité de Madero. Il est un *ranchero*, issu d'une famille qui s'est élevée socialement grâce à son alliance avec le libéral Benito Juárez. Il soutient d'abord le dissident porfiriste Bernardo Reyes, puis passe dans le camp de Madero. En 1911, Carranza est élu gouverneur de Coahuila avec l'aide de Madero. En 1913, Carranza reste à son poste et organise l'opposition à Huerta dans son État. Il devient le chef de l'armée constitutionnaliste, dont l'histoire officielle a été écrite par l'un de ses généraux, Juan Barragán Rodríguez.

Carranza est aussi le chef révolutionnaire le plus légaliste. Le 26 mars 1913, il diffuse son propre manifeste, le Plan de Guadalupe, qui insiste pour présenter sa participation à la révolution armée comme une action légale, menant à une issue institutionnalisée. Dans ce texte très court d'une trentaine de lignes, Carranza affirme le caractère illégitime et illégal du gouvernement de Huerta et annonce la création des constitutionnalistes, dont il est le chef. Quand son armée prendrait Mexico, Carranza deviendrait président par intérim, organiserait des élections et nommerait démocratiquement de nouveaux pouvoirs. Malgré sa concision, le Plan de Guadalupe est éloquent. En se baptisant « constitutionnaliste », le mouvement de Carranza s'inscrit dans la longue tradition libérale, de Juárez et de la Constitution de 1857, puis de Madero. Les silences du Plan de Guadalupe sont tout aussi éloquents. Il n'est aucunement question de réformes sociales, le texte entièrement dédié à la nomination de nouvelles autorités, avec une prédominance du rôle de Carranza lui-même.

Malgré le personnalisme de son « Plan », Carranza parvient à diversifier ses soutiens en s'alliant avec Álvaro Obregón, chef révolutionnaire de l'État voisin, le Sonora, et futur président (1920-1924). Obregón est *ranchero* et madériste. Il compte sur des soutiens variés qui incluent des *hacendados* du Sonora, des communautés indigènes et des mineurs de Cananea ex-PLM. De son alliance avec des secteurs ouvriers et paysans, Obregón conserve un engagement ferme pour le réformisme social qu'il saura imposer à Carranza lors de la rédaction de la Constitution de 1917. Mais le légalisme et le personnalisme de Carranza restent les signes distinctifs du camp constitutionnaliste.

Ce sont précisément ces spécificités qui éloignent Villa et Zapata du camp constitutionnaliste. Villa mène le combat dans le Chihuahua. Connue par son surnom héroïque de « Centaure du Nord », Villa dirige la « Division du Nord » qui, en 1914, comporte presque 25 000 combattants. Interclassiste, son armée mobilise des *rancheros*, des éleveurs, des ouvriers du chemin de fer, des communautés indigènes, des mulâtiers, des bandits, des intellectuels et même quelques ex-militaires et membres du clergé. Les soldats de Villa reçoivent tous un salaire et les armes sont achetées aux États-Unis grâce aux « expropriations » de *hacendados* du Chihuahua. Tenté de rejoindre Carranza, Villa se méfie finalement de l'ancien sénateur de Díaz et se rapproche de Zapata. Ce dernier combat, en 1913-1914, dans le Morelos, ainsi qu'à Puebla et dans le Guerrero. L'écrasante majorité des zapatistes sont des paysans. Il y a aussi quelques éleveurs, des ouvriers des chemins de fer et des intellectuels, notamment artisans et instituteurs, dont quelques ex-PLM. L'armée zapatiste est aussi une armée pauvre dont les finances ne permettent pas de se munir d'armes modernes. Elle cherche moins à mener une guerre révolutionnaire qu'à obtenir une réforme agraire radicale.

Malgré leurs différences, Zapata et Villa partagent beaucoup. Ils ont le même projet : la construction sinon d'un pays, du moins de régions avec plus de justice sociale, dont l'axe central est la réforme agraire. Les secteurs populaires sont prédominants dans leurs deux armées. On doit aussi noter la présence de nombreuses femmes. Compagnes de soldats, chargées de porter les armes et de s'occuper des tâches domestiques dans les campements, elles peuvent aussi être des combattantes (Poniatowska). Villa et Zapata ont également en commun un rapport ambigu avec le pouvoir, en particulier avec le pouvoir central qu'ils ne souhaitent pas exercer eux-mêmes. Leur opposition à Carranza ne découle donc pas d'ambitions personnelles. Ils voient Carranza comme une menace : un chef à l'ambition démesurée qui pourrait instaurer un nouveau gouvernement despotique sans conscience sociale. Après

quatre années de révolution et de guerre, accepter un pouvoir insensible aux demandes sociales majoritaires est inenvisageable pour Villa et Zapata. Mais, en 1914, les trois armées combattent encore ensemble contre Huerta. Leur action conjointe et les victoires militaires de la « Division du Nord » chassent Huerta du pouvoir. Acculé politiquement, diplomatiquement et financièrement Huerta quitte le Mexique pour l'Espagne le 15 juillet 1914.

Guerre entre révolutionnaires et création d'un ordre nouveau (1914-1920)

Après la défaite de l'ennemi commun en juillet 1914, les divergences entre les révolutionnaires refont surface. De 1914 à 1916, ceux-ci s'affrontent dans une guerre civile qui oppose les villistes et les zapatistes d'un côté et de l'autre, les constitutionnalistes. Après la convention d'Aguascalientes, Villa et Zapata occupent Mexico en décembre 1914. Carranza, lui, installe son QG à Veracruz, pendant que son chef militaire Obregón affronte les armées villiste et zapatiste qui sont défaites à la fin de l'année 1916. Pour éviter la résurgence des armées de Zapata et de Villa, les constitutionnalistes font assassiner les deux leaders, le premier en 1919, le second en 1923. En parallèle, ils convoquent une convention révolutionnaire à Querétaro et y promulguent en 1917 la Constitution, en vigueur aujourd'hui encore.

Les raisons qui expliquent la défaite de Villa et de Zapata sont nombreuses. La première est militaire. Le récit historiographique habituel qui se fonde sur l'analyse du général constitutionnaliste Barragán Rodríguez, présente les armées villiste et zapatiste comme trop ancrées localement. Elles seraient incapables d'emporter une victoire militaire sur les constitutionnalistes à cause de leur manque de génie militaire, malgré un supposé avantage de départ. Dans sa récente étude, Salmerón Sanginés remet en cause cette thèse, montrant, qu'au début de la guerre civile, les adversaires ont des forces équivalentes, mais que le rapport de force devient rapidement favorable aux constitutionnalistes. En 1917, l'installation du QG de Carranza à Veracruz lui donne un avantage tactique considérable. Du fait de leur entrée en guerre en 1917, les États-Unis cessent d'envoyer munitions et armes au Mexique pour les destiner à l'Europe. Pancho Villa doit rapidement faire face à une pénurie de munitions, pénurie à laquelle échappe Carranza car Veracruz est la seule ville mexicaine qui possède sa propre industrie d'armement.

De plus, les deux armées populaires sont socialement isolées. Elles s'aliènent les classes moyennes, y compris bien des intellectuels, tel le futur

ministre de l'Éducation José Vasconcelos. Surtout, des secteurs ouvriers se retournent contre eux pour se rapprocher des constitutionnalistes. En août 1914, Obregón s'allie aux Bataillons Rouges, corps armés ouvriers, en échange de lois protectrices des travailleurs urbains. Les Bataillons Rouges remportent des batailles décisives contre villistes et zapatistes. En 1915, Carranza renforce la position politique et économique de son camp. Il obtient la reconnaissance diplomatique des États-Unis, de la Grande Bretagne et de l'Allemagne. Ceci accroît sa légitimité au Mexique et lui permet d'obtenir des prêts à l'étranger qui financent le camp constitutionnaliste.

L'historiographie a souvent vu dans la guerre civile entre révolutionnaires une querelle de personnes plutôt que d'idées et de projets politiques. Certes, les armées révolutionnaires se sont constituées autour de leaderships forts. Cependant, la principale motivation de l'affrontement des zapatistes et villistes aux constitutionnalistes porte sur l'ordre qui doit s'instaurer après la révolution. Les deux conventions révolutionnaires – Aguascalientes en 1914 et Querétaro en 1917 –, sont les meilleures illustrations de la lutte des idées livrée au Mexique entre 1914 et 1917.

La Convention d'Aguascalientes se déroule du 10 octobre au 9 novembre 1914, avec une participation massive des villistes et des zapatistes qui la dominent en nombre et idéologiquement. Carranza évite de s'y rendre, mais d'autres constitutionnalistes y participent, bien qu'ils soient en minorité. La Convention d'Aguascalientes, est généralement évoquée dans l'historiographie comme une preuve de l'incapacité des zapatistes et des villistes à formuler un projet de portée nationale. En effet, le « Programme de Réformes politico-sociales de la Révolution » n'a jamais été appliqué. Néanmoins, ce document est loin d'être resté lettre morte, il est fondamental dans le cours de la révolution et influence très fortement la Constitution de 1917. Le Programme marque une rupture majeure : il acte l'impossibilité d'un simple retour à la Constitution de 1857 que prônait Madero, puis Carranza, avec son libéralisme politique et économique du XIX^e siècle. La « question sociale » paysanne et ouvrière est désormais incontournable.

La Convention d'Aguascalientes se proclame Convention révolutionnaire souveraine. Elle est donc un organe collectif et représentatif. Toutes les armées révolutionnaires – y compris les constitutionnalistes – ont un délégué pour mille soldats. C'est donc non pas l'ensemble du peuple, mais le peuple en armes qui y est représenté. Le Programme voté à la Convention commence par les « questions sociales ». La réforme agraire y promeut la propriété collective de nombre de ressources essentielles (eau, bois, pâturage)

et instaure la petite propriété agricole. Les besoins des familles constituent le critère déterminant pour décider des proportions dans la répartition des terres cultivables.

La question ouvrière n'est pas oubliée : des droits sociaux pour les travailleurs urbains seront instaurés, ainsi que le droit d'organisation et de grève. Les *tiendas de raya* sont proscrites. Les femmes ne sont pas non plus absentes du Programme : désormais, les pères devront reconnaître les enfants nés hors mariage et le divorce sera légalisé (sur la politisation des femmes au XIX^e, voir chapitre 4). Enfin, il y a de nombreuses « réformes administratives » : l'éducation publique y est promue, notamment rurale, avec la création d'Écoles normales pour former des instituteurs ; les entreprises privées qui exploitent les matières premières, notamment le pétrole et les minéraux, seront encadrées, il n'est cependant jamais question de les nationaliser.

En dernier lieu, sont présentées les réformes politiques. Sur ce point, l'influence du libéralisme révolutionnaire d'inspiration magoniste est évidente. Le centre du pouvoir est le municipale libre, autonome des pouvoirs fédéraux et des gouverneurs locaux. La fonction du président de la République est conservée, mais le pouvoir exécutif est surtout incarné par le Parlement. La vice-présidence et le Sénat, jugé « institution aristocratique et conservatrice par excellence », sont supprimés. Le vote direct est instauré et le droit de vote est accordé aux analphabètes. Pendant la période de transition révolutionnaire, seules les personnes ayant participé à la Révolution peuvent prétendre à des charges publiques.

Le Programme de Réformes politico-sociales issu de la Convention d'Aguascalientes marque une rupture avec le libéralisme du XIX^e siècle. Si les libertés politiques sont garanties, la république sociale en est l'objectif final. Ce texte est à plusieurs égards révélateur. Il révèle l'inscription des acteurs révolutionnaires mexicains dans des courants de pensée transatlantiques, républicains et sociaux. Il révèle, en outre, la refonte de ces idées à la lumière de l'expérience révolutionnaire locale, ce qui explique la centralité de la question agraire, de l'éducation ou des matières premières. Il révèle, enfin, que ces secteurs révolutionnaires, souvent présentés comme dépourvus de projet, trop absorbés par les réalités locales (Womack, Guerra), avaient une véritable vision et un programme politiques qui ont largement inspiré la Constitution de 1917.

En effet, bien que les armées constitutionnalistes s'affrontent aux zapatistes et aux villistes, les idées politiques circulent entre les deux armées. À Querétaro en 1917, malgré ses réticences face à la « question sociale »,

Carranza accepte d'intégrer dans la Constitution des articles qui confirment la rupture avec le libéralisme du XIX^e siècle. C'est le résultat de pressions des secteurs du parti, qui ne sont pas issus des élites socio-économiques du Porfiriato, porteurs de nouvelles exigences sociales. Ainsi, l'article 123 inclut des dispositions ambitieuses de protection des travailleurs industriels et urbains, comme la limitation du temps légal de travail, la sécurité sociale, la protection face aux accidents ou au chômage, l'interdiction du travail infantile, la protection des droits des femmes qui travaillent. L'article 27 va plus loin que le Programme d'Aguascalientes : il envisage la propriété nationale des richesses naturelles du sol ou souterraines.

Au niveau mondial, il s'agit de la première constitution qui envisage les ressources naturelles comme des biens nationaux. Cette nationalisation inclut aussi les terres agricoles, créant les conditions d'une réforme agraire de grande envergure. Cependant, concernant l'organisation du pouvoir politique, c'est un présidentielisme renforcé qui s'instaure et un exécutif fort au détriment du pouvoir législatif. Revendication historique du mouvement contre Díaz, la non-réélection est inscrite dans la Constitution, cette clause permet de limiter les pouvoirs très larges du président. Quant à l'article 3, il interdit à l'Église catholique de jouer un rôle politique. L'anticléricalisme des constitutionnalistes marque une différence avec les villistes et les zapatistes plus croyants qu'anticléricaux.

Élu président après la promulgation de la nouvelle Constitution, Carranza n'est pas pressé de mettre en œuvre les réformes sociales. Il s'oppose surtout à la réforme agraire car elle concerne alors surtout les régions zapatistes qui lui sont hostiles. Le premier président issu de la Révolution n'est pas non plus partisan de la non-réélection. Souhaitant conserver son pouvoir, il propose son propre candidat et tente de neutraliser le favori Álvaro Obregón. En avril 1920, celui-ci lance le dernier Plan de la Révolution mexicaine, le Plan d'Agua Prieta. Les signataires dénoncent Carranza, forment l'Armée Constitutionnaliste Libérale et mènent un mouvement militaire contre lui. Comme les plans précédents, Agua Prieta est l'occasion de nouvelles alliances. Des chefs et des soldats des armées zapatiste et villiste vaincues se rallient à Obregón, entre autres, pour son programme social. Carranza doit fuir et il est assassiné en mai 1920. En septembre 1920, Obregón est élu. Il devient ainsi le premier président de la « dynastie des Sonoriens », ces chefs d'État qui institutionnalisent la Révolution mexicaine tout en lui garantissant une projection internationale.

Institutionnaliser et internationaliser la Révolution

Dans les années 1980, Jean Meyer, grand historien du Mexique, affirmait que la Révolution de 1910 était la dernière révolution tocquevillienne avant que ne survienne l'ère des révolutions léninistes. Selon lui, la révolution mexicaine a été circonscrite à la nation, sans projection au-delà de ses frontières. Récemment, l'histoire transnationale de la Révolution mexicaine a mis en lumière la puissance de son écho international lors de son institutionnalisation (1920-1940).

L'institutionnalisation de la Révolution mexicaine – que Lorenzo Meyer et Tzvi Medin furent parmi les premiers à étudier – est longue, vingt ans entre la présidence d'Obregón jusqu'à la fin de celle de Lázaro Cárdenas (1934-1940), car le Mexique sort économiquement et démographiquement exsangue de dix ans de guerre civile. Les années 1920 sont consacrées à la reconstruction, ainsi qu'à la démilitarisation du pays. Les acteurs armés non étatiques y sont nombreux. Même les constitutionnalistes tranchent leurs conflits par la violence.

La pacification passe également par le nouveau contrat social instauré entre l'État et les secteurs qui ont pris part à la révolution. Des réformes sociales sont mises en place, des syndicats et des organisations de masse sont créés qui relient la société civile à l'État. En ce sens, la création d'un parti issu de la révolution est une étape décisive dans le processus d'institutionnalisation. Après Obregón, une nouvelle génération de dirigeants parvient au sommet de l'État mexicain. Marqués par l'assassinat de Carranza puis d'Obregón – qui ont perdu la vie après avoir essayé de se faire réélire –, les présidents des années 1928-1934 s'engagent dans un projet collectif. Cette période est appelée le « Maximato », parce que sa figure dominante est Plutarco Elías Calles (1924-1928) ou *Jefe Máximo* (chef suprême). Cependant, comme le montre Jürgen Buchenau, l'emprise de Calles sur les présidents des années 1928-1934 est surtout due à sa capacité à négocier et à transiger.

En février 1929, Calles et la nouvelle génération de leaders révolutionnaires fondent le Parti National Révolutionnaire (PNR). Celui-ci est renommé par Cárdenas Parti de la Révolution mexicaine (PRM), et devient en 1946 Parti Révolutionnaire Institutionnel (PRI) toujours existant. Le PNR/PRM/PRI est le premier parti moderne de masse dans l'histoire mexicaine. C'est aussi un parti d'un type nouveau, qui fera dans les années 1940-1950 des émules en Amérique latine dans le cadre des expériences populistes. Ce parti-État à la fois protège et contrôle les organisations de masse.

Sous Cárdenas (Medin, Niblo, Benítez), les quatre grands secteurs censés représenter l'ensemble de la société mexicaine sont placés sous la tutelle du PRM : les paysans (par l'intermédiaire de la Confederación Nacional Campesina, CNC), les ouvriers (par la Confederación de los Trabajadores Mexicanos, CTM et par d'autres syndicats dont celui du pétrole), les secteurs « populaires » (par la Confederación Nacional de las Organizaciones Populares, CNOP) qui incluent la jeunesse et les femmes étudiées par Elvia Montes de Oca, et l'armée. Ces organisations siègent aussi à la Chambre des députés et au Sénat. Un nouveau régime est ainsi instauré. En apparence libéral, il est en fait corporatiste, caractérisé par le fragile équilibre entre subordination et *empowerment* du mouvement ouvrier et paysan.

L'influence la plus durable et transpartisane que le PNR/PMR/PRI a exercée en Amérique latine a trait à son programme économique à mi-chemin entre capitalisme et socialisme, dont la nationalisation est la pièce maîtresse (Schuler, Kiddle). Cárdenas entreprend la nationalisation du pétrole, avec l'expropriation de pas moins de seize compagnies étrangères et la création de la compagnie nationale PEMEX. De même, il mène une réforme agraire ambitieuse. Ces deux piliers de sa politique économique inspireront populistes et révolutionnaires, de Vargas et Perón à la Révolution bolivienne de 1952, au Cuba de Fidel Castro ou au Chili d'Allende.

Or, le PNR/PMR n'ambitionne pas seulement d'administrer les richesses nationales, il souhaite incarner la nation mexicaine. Cela implique, d'abord, de redéfinir la nation et de l'inscrire dans un nouveau récit historique. En ce sens, le rôle des éducateurs, des intellectuels et des artistes est central. Zapatistes ou villistes dans les années 1910, les instituteurs et institutrices ruraux deviennent, dans les années 1920, des passeurs privilégiés entre l'État et les secteurs ruraux (Vaughan). L'importance de l'éducation primaire, notamment rurale, est telle qu'Obregón crée en 1921 le Secrétariat d'Éducation Publique (SEP) confié à José Vasconcelos (Krauze, Fell), auquel il destine 15 % du budget de l'État. C'est désormais l'État central, et non plus les régions ou l'Église catholique, qui définit les contenus de l'enseignement, construit des écoles et embauche les enseignants. L'éducation révolutionnaire a une mission politique : elle est anticléricale, inspirée des préceptes du libéralisme ouvrier du XIX^e qui combat l'alcoolisme et la violence familiale, et offre des connaissances techniques en agriculture et en matière d'hygiène.

La promotion de l'éducation populaire va de pair avec la construction, depuis l'université, d'un nouveau récit national. L'UNAM (Université nationale autonome du Mexique), créée en 1910 juste avant la révolution, devient

un espace stratégique pour la formulation de cette nouvelle vision. L'un des premiers intellectuels à y contribuer est l'anthropologue et archéologue Manuel Gamio avec son ouvrage *Forgeant la patrie* (1916). Alliant le passé national au présent indigène, Gamio promet dans son livre une définition de la nation mexicaine qui rompt avec l'eurocentrisme du positivisme porfiriste. La nation mexicaine y est présentée comme une nation métisse. Contrairement au latino-américanisme des années 1900, Gamio valorise moins le caractère latin et, de ce fait, européen de la nation mexicaine et met au contraire en valeur son élément indigène. Celui-ci est valorisé non pas en soi, mais en sa qualité de composante de la nation mexicaine (Brading & Urquidí, Kourí). Le concept de « race cosmique » de Vasconcelos transmet la même idée. Le Mexique, et par extension l'Amérique latine, seraient supérieurs à l'Europe et aux États-Unis, car ils constitueraient une synthèse originale de toutes les « races » de la planète. Un nouvel universalisme révolutionnaire est ainsi inventé, qui est aussi un particularisme latino-américain : l'indigénisme, idéologie qui met en avant l'élément indigène des nations latino-américaines seulement dans la mesure où il contribue à composer une nation métisse engagée dans la voie du progrès et de la modernité. Au cours du xx^e, l'indigénisme est l'un des principaux apports idéologiques de la Révolution mexicaine à la culture révolutionnaire latino-américaine. Son premier écho se trouve dans le réformisme universitaire des années 1920.

Les intellectuels et universitaires forment une nouvelle théorie qui soutient la mise en place de politiques publiques destinées à forger la nation. Ce sont néanmoins les artistes, surtout visuels, qui parviennent à diffuser amplement le nouvel idéal national. Le muralisme* devient alors le principal art de combat politique (Folgarait, Anreus *et al.*, Coffey, Subirats, Azuela). Diego Rivera peint de grandes fresques épiques, dont celle du Palais national. David Alfaro Siqueiros, dirigeant syndical communiste exprime son engagement pour une révolution socialiste dans son art. José Clemente Orozco, le plus libéral des trois et vivant entre le Mexique et les États-Unis, est fasciné et en même temps critique de la culture mécaniciste anglo-saxonne et il représente dans son œuvre la violence (contre-)révolutionnaire qui l'obsède.

C'est de nouveau Vasconcelos et le SEP qui soutiennent le muralisme mexicain dans une logique d'éducation politique d'un peuple encore majoritairement analphabète. Les fresques créées et exposées dans les édifices publics expriment visuellement le nouvel idéal de nation métisse. Elles désignent les ennemis du peuple, rappelant ou réinventant les causes de

la révolution : le Porfiriato, l'oligarchie, les *hacendados*, les États-Unis. Elles ancrent aussi l'histoire récente dans la longue durée : les fresques de Rivera présentent le début de l'histoire mexicaine dans la période aztèque, puis celle de la conquête. Le temps long a un double objectif : d'une part, il légitime la Révolution mexicaine et la violence qui l'a accompagnée en les présentant comme le dernier chapitre d'une longue histoire faite d'oppression, mais aussi d'émancipation armée et populaire ; et, d'autre part, il place la nation mexicaine aux côtés des autres grandes civilisations. Les Aztèques deviennent pour les Mexicains ce que les Grecs et les Romains sont pour l'Europe occidentale.

Le muralisme mexicain invente également un langage visuel adaptable dans toute l'Amérique latine (Goldman). Il fait ainsi circuler les idées de la Révolution mexicaine. Son indigénisme rompt avec le *criollismo** de l'art académique et permet aux artistes engagés de créer une esthétique latino-américaine. Au Chili, le muralisme, qui connaît son apogée sous l'Unité Populaire (1970-1973), se développe dans les années 1940 grâce aux peintres mexicains qui s'y rendent pour former leurs collègues chiliens.

L'institutionnalisation de la Révolution mexicaine a aussi lieu dans un monde en ébullition marqué par la Première Guerre mondiale et les premiers nationalismes anticoloniaux, puis par la montée du fascisme et du nazisme et la Guerre d'Espagne. C'est donc une période de nombreux exils. Le Mexique, grâce à sa politique volontariste, devient une terre d'accueil au même titre que Paris ou Londres. Pour l'État postrévolutionnaire mexicain des années 1920, l'accueil d'intellectuels, de leaders politiques, d'artistes étrangers de renommée internationale est un extraordinaire outil pour légitimer et faire connaître mondialement la Révolution mexicaine.

L'exil latino-américain est le plus nombreux, dont font partie l'anti-impérialiste Raúl Haya de la Torre, la poétesse et féministe péruvienne Madga Portal, le grand leader nationaliste nicaraguayen Augusto César Sandino. Cette politique d'accueil accentue la dimension latino-américaniste de sa Révolution. Mexico devient ainsi un lieu de formation d'un nouvel internationalisme latino-américaniste par les rencontres qui s'y produisent. Le Péruvien Esteban Pavletich découvre à Mexico la lutte de Sandino qu'il suit en 1928 au Nicaragua pour combattre à ses côtés. À Mexico, l'anti-impérialiste vénézuélien Salvador de la Plaza fuyant la sanglante dictature de Juan Vicente Gómez (1908-1935) se lie d'amitié au communiste cubain Julio Antonio Mella, inaugurant une longue tradition de liens entre révolutionnaires cubains et vénézuéliens.

Outre l'exil latino-américain, de nombreux révolutionnaires états-uniens et européens, mais aussi des anticolonialistes venus d'Asie trouvent refuge dans le Mexique des années 1920-1930 (Goebel, Zaib un Nisa, Huacuja, Kent). Après 1939, les républicains espagnols arrivent en masse. Le leader révolutionnaire russe Léon Trotski, persécuté par Staline, est accueilli par le Mexique, quand aucun autre pays ne veut le recevoir. L'Italienne Tina Modotti, d'abord figure de la bohème européenne et états-unienne, modèle et actrice, devient au Mexique photographe engagée et militante communiste. Plus nombreux encore sont les journalistes, artistes et écrivains états-uniens, persécutés aux États-Unis pour leur engagement socialiste et/ou pacifiste, qui se réfugient au Mexique après l'entrée de leur pays en guerre en 1917. Parmi eux, se trouve le journaliste anarchiste John Reed qui suit l'armée populaire de Villa et en témoigne dans *Le Mexique insurgé*. Après le Mexique, Reed vit une deuxième grande révolution en Russie qu'il relate dans sa chronique *Dix jours qui ébranlèrent le monde*. Parmi les exilés politiques qui passent des États-Unis au Mexique, il y a aussi des activistes antibritanniques chassés en 1917. Une nouvelle historiographie, qui s'intéresse aux circulations Sud-Sud, a exploré les trajectoires des Indiens M. N. Roy (Huacuja, Zaib un Nisa), militant anticolonial puis communiste, et Pandurang Khankhoje, nationaliste et agronome (Kent), révélant la centralité du Mexique dans les circulations anti-impérialistes et anticoloniales de l'entre-deux-guerres.

Conclusion

La Révolution mexicaine est, depuis longtemps, au centre de controverses historiographiques. L'histoire officielle de la Révolution de 1910 souligne son caractère paysan et populaire, et présente son institutionnalisation comme un acte de justice rendu au peuple mexicain, sauvé de la faim et de l'oppression. À partir des années 1960, et à fortiori dans les années 1970 et 1980, de nouvelles voix remettent en cause ce récit. En même temps que le Parti Révolutionnaire Institutionnel (PRI) périclite, devenant de plus en plus répressif et corrompu, des interprétations critiques dites révisionnistes apparaissent. Certaines émanent d'auteurs engagés à gauche, d'autres d'auteurs conservateurs. Les deux voient dans la Révolution un événement violent, socialement mobilisateur, qui n'apporte pas de véritables changements de fond mais créé un État centralisateur et autoritaire et un capitalisme d'État. À partir des années 1980 et 1990, les approches post-révisionnistes ont souligné la richesse du processus tout en renouant avec la thèse sur l'absence

de rupture révolutionnaire et le manque de projection internationale. Au contraire, les histoires culturelles de la Révolution ont permis d'apprécier la rupture dans les pratiques culturelles et dans les mentalités des acteurs populaires. Elles ont aussi été les premières à signaler la répercussion continentale de la révolution par le biais de l'art. Récemment, les approches transnationales ont permis d'éclairer les multiples connexions du Mexique révolutionnaire avec des processus politiques et intellectuels globaux.

On peut tirer des travaux récents certaines conclusions communes. La Révolution a profondément marqué le Mexique et a produit des changements réels et profonds. Elle a créé une nouvelle donne idéologique, sociale, économique et politique. Cette nouvelle donne n'a pas été la création d'une élite depuis le haut. Comme le montre l'histoire culturelle, l'ordre nouveau issu de la Révolution a été coproduit et constamment renégocié entre des acteurs sociaux et politiques très divers, à l'exception des contre-révolutionnaires exclus de la négociation. La Révolution mexicaine a modifié politiquement et socialement la position des secteurs sociaux les plus fragiles. Elle a permis l'adoption d'une législation sociale très ambitieuse, impensable ailleurs en Amérique latine à cette époque. Elle a mis au centre de son action l'éducation populaire et la culture. Elle a détruit l'ordre ancien : les grandes familles de *hacendados*, les potentats locaux qui avaient soutenu le Porfiriat, l'Armée fédérale. Seule l'Église catholique a survécu, alors qu'elle fut la plus directement attaquée par la révolution.

La Révolution mexicaine marque aussi l'entrée du Mexique et de l'Amérique latine dans l'ère des masses. Elle produit un nouveau discours sur la nation mexicaine et latino-américaine, un discours populiste, indigéniste, paysano-centré et nationaliste, quoique pas forcément démocratique dans le sens politique du terme. Elle introduit – même si elle ne la met pas toujours en œuvre – l'idée d'une nécessaire redistribution des richesses et de biens communs appartenant à la nation. En ce sens, la Révolution mexicaine marque une réelle rupture avec le XIX^e siècle. Elle est la première grande révolution du XX^e siècle latino-américain et mondial.

